



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 57.903/2
du 16 septembre 2015

advies 57.903/2
van 16 september 2015

sur

over

une proposition de loi 'visant à
moduler le caractère public du
prononcé des décisions de
justice' (*Doc. parl.*, Chambre,
2014-2015, n° 54-0918/001)

een wetsvoorstel 'tot soepeler
toepassing van de
openbaarheid van de uitspraak
van de rechterlijke
beslissingen' (*Parl.St.* Kamer
2014-2015, nr. 54-0918/001)

Le 17 juillet 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis, dans un délai de soixante jours, sur une proposition de loi 'visant à moduler le caractère public du prononcé des décisions de justice' (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, n° 54-0918/001).

La proposition de loi a été examinée par la deuxième chambre le 16 septembre 2015. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 16 septembre 2015.

*

Op 17 juli 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van zestig dagen een advies te verstrekken over een wetsvoorstel 'tot soepeler toepassing van de openbaarheid van de uitspraak van de rechterlijke beslissingen' (*Parl.St.* Kamer 2014-2015, nr. 54-0918/001).

Het wetsvoorstel is door de tweede kamer onderzocht op 16 september 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 16 september 2015.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition appelle les observations suivantes.

1. La publicité du prononcé des décisions de justice est requise tant par l'article 149 de la Constitution que par l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

2. Dans le cadre du droit à un procès équitable, l'article 6, § 1^{er}, deuxième phrase, de la Convention précitée dispose que « le jugement doit être rendu publiquement [...] ».

Par son arrêt *Axen c. Allemagne* du 8 décembre 1983 (n° 8273/78), la Cour européenne des droits de l'homme, réunie en assemblée plénière, a déduit les obligations suivantes de cette disposition :

« 30. Par les termes dont il use en sa seconde phrase – ‘le jugement sera rendu publiquement’, ‘judgment shall be pronounced publicly’ –, l'article 6 par. 1 donnerait à penser qu'il prescrit la lecture du jugement à haute voix. Sans doute le texte français emploie-t-il le participe ‘rendu’ (given) là où la version anglaise se sert du mot ‘pronounced’ (prononcé), mais ce léger écart ne suffit pas à dissiper l'impression qui se dégage du libellé de la disposition en cause: ‘rendu publiquement’ - et non ‘rendu public’ - peut très bien passer pour l'équivalent de ‘prononcé publiquement’.

De prime abord, l'article 6 par. 1 de la Convention européenne semble donc plus strict, à cet égard, que l'article 14 par. 1 du Pacte international de 1966 relatif aux droits civils et politiques, selon lequel le jugement ‘sera public’, ‘shall be made public’.

31. De nombreux États membres du Conseil de l'Europe connaissent pourtant de longue date, à côté de la lecture à haute voix, d'autres moyens de rendre publiques les décisions de leurs juridictions ou de certaines d'entre elles, spécialement leurs cours de cassation, par exemple un dépôt à un greffe accessible au public. Les rédacteurs de la Convention ne sauraient avoir négligé cette circonstance même si le souci d'en tenir compte ne ressort pas aussi nettement de leur œuvre que des travaux préparatoires du Pacte précité (voir p. ex. le document A/4299 du 3 décembre 1959, pp. 12, 15 et 20, paras. 38 b), 53 et 63 c) *in fine*).

La Cour ne croit donc pas devoir opter pour une interprétation littérale. Elle estime qu'il échet, dans chaque cas, d'apprécier à la lumière des particularités de la procédure dont il s'agit, et en fonction du but et de l'objet de l'article 6 par. 1, la forme de publicité du ‘jugement’ prévue par le droit interne de l'État en cause ».

Dans sa décision *D.J. et A.-K. R. c. Roumaine* du 20 octobre 2009 (n° 34175/05), la troisième section de la Cour a précisé :

« 65. [...] la Cour relève que de nombreux États membres du Conseil de l'Europe connaissent de longue date, à côté de la lecture à haute voix, d'autres moyens de rendre publiques les décisions de leurs juridictions, par exemple, par un dépôt au greffe accessible au public. En l'espèce, à supposer que la décision litigieuse n'ait pas été rendue en audience publique, la Cour rappelle qu'elle a déjà jugé que le but poursuivi par l'article 6 § 1, à savoir assurer le contrôle du pouvoir judiciaire par le public, n'était pas

moins bien réalisé par un dépôt au greffe que par la lecture en audience publique d'une décision (voir *Pretto et autres c. Italie*, arrêt du 8 décembre 1983, série A n° 71, § 27 ; *Axen c. Allemagne*, arrêt du 8 décembre 1983, série A n° 72, § 30 et *Ernst et autres c. Belgique*, n° 33400/96, § 69, 15 juillet 2003) ».

Plus récemment, dans son arrêt *Fazliyski c. Bulgarie* du 16 avril 2013 (n° 40908/05), la quatrième chambre de la Cour a encore dit pour droit :

“64. The public character of proceedings before the judicial bodies referred to in Article 6 § 1 of the Convention protects litigants against the administration of justice in secret with no public scrutiny. It is also one of the means whereby confidence in the courts, superior and inferior, can be maintained. By rendering the administration of justice visible, publicity contributes to the achievement of the aim of Article 6 § 1, namely a fair trial, the guarantee of which is one of the fundamental principles of any democratic society, within the meaning of the Convention (see *Pretto and Others v. Italy*, 8 December 1983, § 21, Series A no. 71, and *Axen v. Germany*, 8 December 1983, § 25, Series A no. 72). These principles apply to both the public holding of hearings and to the public delivery of judgments, and have the same purpose (see *Werner v. Austria*, 24 November 1997, § 54, Reports 1997 VII).

65. It should however be emphasised that, although linked to the overall requirement of fairness, the requirement of Article 6 § 1 that judgment be pronounced publicly is free standing. Therefore, it cannot be regarded as decisive that the applicant was able to access the judgments in his case in the Supreme Administrative Court's registry and exercise his rights of appeal. What ultimately matters is whether those judgments were, in some form, made accessible to the public.

66. This requirement may not be regarded as subject to an implied limitation (see *Campbell and Fell v. the United Kingdom*, 28 June 1984, § 90, Series A no. 80). The Court has nonetheless applied it with some flexibility (see *Welke and Białek v. Poland*, no. 15924/05, § 83, 1 March 2011). For instance, the form of publicity given to a 'judgment' under the domestic law of the respondent State must be assessed in the light of the special features of the proceedings in question, having regard to their entirety, and by reference to the object and purpose of Article 6 § 1 (see *Pretto and Others*, cited above, § 26; *Axen*, cited above, § 31; *Sutter v. Switzerland*, 22 February 1984, § 33 in fine, Series A no. 74; *Werner*, cited above, § 55 in limine; *B. and P. v. the United Kingdom*, nos. 36337/97 and 35974/97, § 45, ECHR 2001 III; and *Ryakib Biryukov v. Russia*, no. 14810/02, § 32, ECHR 2008). A summary of a number of cases dealing with this issue may be found in paragraphs 33-36 of the Court's judgment in *Ryakib Biryukov* (cited above).

67. In the instant case, as a result of the classification of the proceedings, the judgments of the three member and five member panels of the Supreme Administrative Court were not delivered publicly. In addition, the materials in the case file – including those judgments – were not accessible to the public, and the applicant was not able to obtain copies of them (see paragraphs 17 and 24 above). The judgments were declassified on 30 August 2006, more than a year and three months after the close of the proceedings, apparently on the basis that they had been incorrectly classified (see paragraph 27 above).

68. It is not for this Court to determine whether the classification of the applicant's case was or was not correct in terms of Bulgarian law. It simply notes that the Supreme Administrative Court's judgments were not given any form of publicity for a considerable period of time, and that no convincing justification has been put forward for this situation.

69. It should be noted in this connection that in a case concerning an expulsion on national security grounds this Court held that the complete concealment from the public of the entirety of a judicial decision could not be regarded as warranted. It went on to emphasise that the publicity of judicial decisions aimed to ensure scrutiny of the judiciary by the public and constituted a basic safeguard against arbitrariness, and pointed out that even in indisputable national security cases, such as those relating to terrorist activities, some States had opted to classify only those parts of the judicial decisions whose disclosure would compromise national security or the safety of others, thus illustrating that there existed techniques which could accommodate legitimate security concerns without fully negating fundamental procedural guarantees such as the publicity of judicial decisions (see *Raza v. Bulgaria*, no. 31465/08, § 53, 11 February 2010).

70. There has therefore been a breach of Article 6 § 1 of the Convention under this head as well”.

Il résulte de cette jurisprudence que, même si l'exigence de publicité du prononcé des décisions de justice ne se prête pas à des limitations implicites, elle peut être rencontrée par d'autres moyens que le prononcé en audience publique, tant que l'accessibilité de celles-ci est garantie et que le public peut assurer le contrôle du pouvoir judiciaire, par exemple par le dépôt au greffe.

3. L'article 149 de la Constitution dispose :

« Tout jugement est motivé. Il est prononcé en audience publique ».

L'exigence constitutionnelle est donc plus précise que celle de la Convention, en ce qu'elle vise explicitement le prononcé de la décision en audience publique¹. Conformément au principe de subsidiarité consacré par l'article 53 de la Constitution, il convient de faire primer l'exigence constitutionnelle plus grande sur celle contenue dans la Convention².

Certes, comme le relèvent les développements de la proposition, la Cour de cassation, par un arrêt du 29 novembre 2011, a dit pour droit :

« 112. L'article 149 de la Constitution dispose que tout jugement est prononcé en audience publique.

L'obligation de prononcer un jugement en audience publique tend à permettre au public à avoir accès aux décisions judiciaires.

Cet objectif requiert, en principe, la lecture à l'audience publique tant des motifs que du dispositif de la décision judiciaire. Il peut toutefois aussi être atteint par une lecture partielle de la décision judiciaire comprenant en tout cas le dispositif, simultanément à ou

¹ Comme le rappelle la Cour constitutionnelle, « si la première phrase de l'article 149 de la Constitution exprime une règle générale qui s'impose à toute juridiction, la seconde phrase s'applique uniquement aux juridictions de jugement relevant du pouvoir judiciaire, ce qui toutefois n'interdit pas au législateur compétent de rendre explicitement applicable aux autres juridictions la règle qu'elle contient » (C.C., n° 1/2009, 8 janvier 2009, B.3.4 ; n° 36/2009, 4 mars 2009, B.3.2 ; n° 67/2009, 2 avril 2009, B.3.2).

² « [E]n vertu de l'article 53 de la Convention européenne, [...] les dispositions de la Convention ne peuvent être interprétées comme limitant ou portant atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales reconnues notamment par le droit interne » (C.C., 21 décembre 2004, n° 202/2004, B.5.4 ; n° 131/2005, 19 juillet 2005, B.5.2 ; n° 151/2006, 18 octobre 2006, B.5.6).

suivi immédiatement par la publication de la décision judiciaire par la diffusion au moyen d'autres formes de publication tel que l'internet »³.

Il y a lieu de relever toutefois que, si la Cour de cassation a admis dans l'arrêt précité la conformité à l'article 149 de la Constitution d'un prononcé partiel d'un jugement, elle l'a fait après s'être référé spécialement au procès-verbal de l'audience publique au cours duquel le jugement en question a été partiellement prononcé, procès-verbal qui invoquait l'ampleur exceptionnelle de l'arrêt (2100 pages), la lecture, outre du dispositif, de la partie « taux de la peine » de la motivation de l'arrêt, ainsi que la publication sur internet de l'intégralité de l'arrêt immédiatement après le prononcé. Ce n'est qu'après avoir fait état de ces particularités de l'espèce que la Cour conclut que

« [l']arrêt [faisant l'objet du pourvoi] pouvait ainsi décider qu'il a été prononcé conformément à l'article 149 de la Constitution »⁴.

Dans l'état actuel de cette dernière disposition constitutionnelle, même dans l'interprétation qui lui a été donnée par l'arrêt précité de la Cour de cassation, le législateur ne peut prévoir, comme l'envisage pourtant la proposition examinée, que le prononcé des décisions judiciaires se limite par principe au dispositif du jugement ou de l'arrêt, à moins que les parties ne demandent expressément la lecture *in extenso* de la décision, demande que le juge pourrait apprécier « souverainement ». Au contraire, comme l'a indiqué la Cour de cassation, l'objectif de l'article 149 de la Constitution requiert « en principe » la lecture à l'audience publique tant des motifs que du dispositif de la décision judiciaire, la lecture partielle de la décision judiciaire n'étant admissible, dans certaines circonstances, que si non seulement elle comprend le dispositif, mais aussi si elle s'accompagne de manière simultanée de la publication de la décision judiciaire par la diffusion au moyen d'autres formes de publication, tel que l'internet, ou qu'elle est suivie immédiatement par pareille publication. La proposition ne se limite pas à subordonner la lecture du seul dispositif à des circonstances particulières pouvant justifier, comme dans le cas d'espèce que la Cour de cassation avait à juger, que le juge se dispense de la lecture intégrale de l'arrêt. En outre, elle se limite à prévoir, à titre de publication, la remise d'une copie du jugement dans les vingt-quatre heures au justiciable ou à son avocat et la publication « selon les modalités fixées par le Roi ». La proposition ne satisfait donc en toute hypothèse pas aux exigences minimales relevées par la Cour de cassation pour que, le cas échéant, dans certaines circonstances, il puisse être admis qu'une lecture partielle d'une décision judiciaire soit compatible avec l'article 149 de la Constitution.

4. En conclusion, toute initiative législative qui, telle la proposition examinée, tendrait à prévoir par principe d'autres modes de publicité des jugements et arrêts des cours et tribunaux que leur prononcé en audience publique, requiert une révision préalable de cette dernière disposition constitutionnelle, actuellement ouverte à révision⁵. Il y aura lieu, en tout état de cause, de respecter l'exigence minimale prescrite par l'article 6 de la Convention européenne

³ Cass. 2^{ème} ch., 29 novembre 2011, P.10.1766.N, *Pas.*, 2628.

⁴ *Ibid.*, § 113, *in fine*.

⁵ La déclaration de révision de la Constitution du 28 avril 2014 ouvre à révision l'article 149 « en vue d'y ajouter un alinéa en vertu duquel la loi peut prévoir des dérogations à la lecture intégrale obligatoire des jugements, par le juge, en audience publique » (*Moniteur belge*, 28 avril 2014, p. 35184).

des droits de l'homme, tel qu'interprété par la Cour européenne des droits de l'homme, selon laquelle la publicité des jugements implique l'accès au public et sans restriction aux jugements et arrêts rendus.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. De openbaarheid van de uitspraak van rechterlijke beslissingen is voorgeschreven bij zowel artikel 149 van de Grondwet als bij artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

2. In het kader van het recht op een eerlijk proces bepaalt artikel 6, § 1, tweede zin, van het voornoemde Verdrag dat “[d]e uitspraak (...) in het openbaar [moet] worden gewezen (...)”.

Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in voltallige vergadering bijeen heeft in zijn arrest *Axen v. Duitsland* van 8 december 1983 (nr. 8273/78) uit die bepaling de volgende verplichtingen afgeleid:

“30. Par les termes dont il use en sa seconde phrase – ‘le jugement sera rendu publiquement’, ‘judgment shall be pronounced publicly’ –, l’article 6 par. 1 donnerait à penser qu’il prescrit la lecture du jugement à haute voix. Sans doute le texte français emploie-t-il le participe ‘rendu’ (given) là où la version anglaise se sert du mot ‘pronounced’ (prononcé), mais ce léger écart ne suffit pas à dissiper l’impression qui se dégage du libellé de la disposition en cause: ‘rendu publiquement’ – et non ‘rendu public’ – peut très bien passer pour l’équivalent de ‘prononcé publiquement’.

De prime abord, l’article 6 par. 1 de la Convention européenne semble donc plus strict, à cet égard, que l’article 14 par. 1 du Pacte international de 1966 relatif aux droits civils et politiques, selon lequel le jugement ‘sera public’, ‘shall be made public’.

31. De nombreux États membres du Conseil de l’Europe connaissent pourtant de longue date, à côté de la lecture à haute voix, d’autres moyens de rendre publiques les décisions de leurs juridictions ou de certaines d’entre elles, spécialement leurs cours de cassation, par exemple un dépôt à un greffe accessible au public. Les rédacteurs de la Convention ne sauraient avoir négligé cette circonstance même si le souci d’en tenir compte ne ressort pas aussi nettement de leur œuvre que des travaux préparatoires du Pacte précité (voir p. ex. le document A/4299 du 3 décembre 1959, pp. 12, 15 et 20, paras. 38 b), 53 et 63 c) *in fine*).

La Cour ne croit donc pas devoir opter pour une interprétation littérale. Elle estime qu’il échet, dans chaque cas, d’apprécier à la lumière des particularités de la procédure dont il s’agit, et en fonction du but et de l’objet de l’article 6 par. 1, la forme de publicité du ‘jugement’ prévue par le droit interne de l’État en cause”.

In haar beslissing *D.J. en A.-K. R. v. Roemenië* van 20 oktober 2009 (nr. 34175/05) heeft de derde afdeling van het Hof het volgende gesteld:

“65. (...) la Cour relève que de nombreux États membres du Conseil de l’Europe connaissent de longue date, à côté de la lecture à haute voix, d’autres moyens de rendre

publiques les décisions de leurs juridictions, par exemple, par un dépôt au greffe accessible au public. En l'espèce, à supposer que la décision litigieuse n'ait pas été rendue en audience publique, la Cour rappelle qu'elle a déjà jugé que le but poursuivi par l'article 6 § 1, à savoir assurer le contrôle du pouvoir judiciaire par le public, n'était pas moins bien réalisé par un dépôt au greffe que par la lecture en audience publique d'une décision (voir *Pretto et autres c. Italie*, arrêt du 8 décembre 1983, série A n° 71, § 27; *Axen c. Allemagne*, arrêt du 8 décembre 1983, série A n° 72, § 30 et *Ernst et autres c. Belgique*, n° 33400/96, § 69, 15 juillet 2003)".

Meer recentelijk heeft de vierde kamer van het Hof in haar arrest *Fasliyski v. Bulgarie* van 16 april 2013 (nr. 40908/05) het volgende voor recht verklaard:

"64. The public character of proceedings before the judicial bodies referred to in Article 6 § 1 of the Convention protects litigants against the administration of justice in secret with no public scrutiny. It is also one of the means whereby confidence in the courts, superior and inferior, can be maintained. By rendering the administration of justice visible, publicity contributes to the achievement of the aim of Article 6 § 1, namely a fair trial, the guarantee of which is one of the fundamental principles of any democratic society, within the meaning of the Convention (see *Pretto and Others v. Italy*, 8 December 1983, § 21, Series A no. 71, and *Axen v. Germany*, 8 December 1983, § 25, Series A no. 72). These principles apply to both the public holding of hearings and to the public delivery of judgments, and have the same purpose (see *Werner v. Austria*, 24 November 1997, § 54, Reports 1997 VII).

65. It should however be emphasised that, although linked to the overall requirement of fairness, the requirement of Article 6 § 1 that judgment be pronounced publicly is free standing. Therefore, it cannot be regarded as decisive that the applicant was able to access the judgments in his case in the Supreme Administrative Court's registry and exercise his rights of appeal. What ultimately matters is whether those judgments were, in some form, made accessible to the public.

66. This requirement may not be regarded as subject to an implied limitation (see *Campbell and Fell v. the United Kingdom*, 28 June 1984, § 90, Series A no. 80). The Court has nonetheless applied it with some flexibility (see *Welke and Białek v. Poland*, no. 15924/05, § 83, 1 March 2011). For instance, the form of publicity given to a 'judgment' under the domestic law of the respondent State must be assessed in the light of the special features of the proceedings in question, having regard to their entirety, and by reference to the object and purpose of Article 6 § 1 (see *Pretto and Others*, cited above, § 26; *Axen*, cited above, § 31; *Sutter v. Switzerland*, 22 February 1984, § 33 in fine, Series A no. 74; *Werner*, cited above, § 55 in limine; *B. and P. v. the United Kingdom*, nos. 36337/97 and 35974/97, § 45, ECHR 2001 III; and *Ryakib Biryukov v. Russia*, no 14810/02, § 32, ECHR 2008). A summary of a number of cases dealing with this issue may be found in paragraphs 33-36 of the Court's judgment in *Ryakib Biryukov* (cited above).

67. In the instant case, as a result of the classification of the proceedings, the judgments of the three member and five member panels of the Supreme Administrative Court were not delivered publicly. In addition, the materials in the case file – including those judgments – were not accessible to the public, and the applicant was not able to obtain copies of them (see paragraphs 17 and 24 above). The judgments were declassified on 30 August 2006, more than a year and three months after the close of the proceedings, apparently on the basis that they had been incorrectly classified (see paragraph 27 above).

68. It is not for this Court to determine whether the classification of the applicant's case was or was not correct in terms of Bulgarian law. It simply notes that the Supreme

Administrative Court's judgments were not given any form of publicity for a considerable period of time, and that no convincing justification has been put forward for this situation.

69. It should be noted in this connection that in a case concerning an expulsion on national security grounds this Court held that the complete concealment from the public of the entirety of a judicial decision could not be regarded as warranted. It went on to emphasise that the publicity of judicial decisions aimed to ensure scrutiny of the judiciary by the public and constituted a basic safeguard against arbitrariness, and pointed out that even in indisputable national security cases, such as those relating to terrorist activities, some States had opted to classify only those parts of the judicial decisions whose disclosure would compromise national security or the safety of others, thus illustrating that there existed techniques which could accommodate legitimate security concerns without fully negating fundamental procedural guarantees such as the publicity of judicial decisions (see *Raza v. Bulgaria*, no. 31465/08, § 53, 11 February 2010).

70. There has therefore been a breach of Article 6 § 1 of the Convention under this head as well”.

Uit die rechtspraak volgt dat aan het vereiste inzake de openbaarheid van de uitspraak van rechterlijke beslissingen, hoewel het niet op impliciete wijze kan worden begrensd, kan worden voldaan door andere middelen dan door de uitspraak in een openbare terechtzitting, zolang de toegang tot die beslissingen is gewaarborgd en het publiek op de rechterlijke macht kan toezien, bijvoorbeeld door de neerlegging ter griffie.

3. Artikel 149 van de Grondwet luidt als volgt:

“Elk vonnis is met redenen omkleed. Het wordt in openbare terechtzitting uitgesproken”.

Het grondwettelijk vereiste is dus preciezer dan dat van het Verdrag, doordat het expliciet verwijst naar de uitspraak van de beslissing in openbare terechtzitting.¹ Overeenkomstig het subsidiariteitsbeginsel, neergelegd in artikel 53 van de Grondwet, moet het belangrijker grondwettelijk vereiste primeren op het vereiste dat in het Verdrag wordt gesteld.²

Zoals in de toelichting bij het voorstel wordt opgemerkt, heeft het Hof van Cassatie in een arrest van 29 november 2001 weliswaar het volgende beschikt:

“112. Artikel 149 Grondwet bepaalt dat elk vonnis in openbare terechtzitting wordt uitgesproken.

De verplichting om het vonnis in openbare terechtzitting uit te spreken, strekt ertoe een voor het publiek toegankelijk toezicht op rechterlijke beslissingen mogelijk te maken.

Die doelstelling vereist in de regel de voorlezing op de openbare terechtzitting van zowel de motieven als het beschikkend gedeelte van de rechterlijke beslissing. Zij kan echter

¹ Het Grondwettelijk Hof brengt het volgende in herinnering: “Ook al drukt de eerste zin van artikel 149 van de Grondwet een algemene regel uit die geldt voor elk rechtscollege, is de tweede zin alleen van toepassing op de vonnisgerechten die tot de rechterlijke macht behoren, hetgeen evenwel de bevoegde wetgever niet verbiedt de erin vervatte regel uitdrukkelijk op andere rechtscolleges van toepassing te maken” (GwH 8 januari 2009, nr. 1/2009, B.3.4; 4 maart 2009, nr. 36/2009, B.3.2; 2 april 2009, nr. 67/2009, B.3.2).

² “(...) Krachtens artikel 53 van het Europees Verdrag (...) [kunnen] de bepalingen van het Verdrag niet zo (...) worden uitgelegd dat ze beperkingen opleggen of inbreuk maken op de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden die met name in het interne recht worden erkend” (GwH 21 december 2004, nr. 202/2004, B.5.4; 19 juli 2005, nr. 131/2005, B.5.2; 18 oktober 2006, nr. 151/2006, B.5.6).

ook worden bereikt door een gedeeltelijke voorlezing van de rechterlijke beslissing met in elk geval het beschikkend gedeelte, samen met het gelijktijdig of onmiddellijk daarna publiek maken van de rechterlijke beslissing door verspreiding via andere publicatievormen zoals het internet”.³

Er moet evenwel worden opgemerkt dat, hoewel het Hof van Cassatie in het voornoemde arrest heeft aanvaard dat het gedeeltelijk uitspreken van een vonnis in overeenstemming is met artikel 149 van de Grondwet, het Hof daarvoor eerst speciaal heeft verwezen naar het proces-verbaal van de openbare terechtzitting tijdens welke het vonnis in kwestie gedeeltelijk is uitgesproken; in dat proces-verbaal worden de uitzonderlijke omvang van het arrest (2100 pagina's), de voorlezing van het beschikkend gedeelte en van het gedeelte “straftoemeting” van de motivering van het arrest aangevoerd, alsook de bekendmaking op internet van het hele arrest onmiddellijk na de uitspraak. Pas na die bijzondere omstandigheden te hebben vermeld, besluit het Hof:

“Het arrest [inzake het cassatieberoep] kon dan ook oordelen dat het werd uitgesproken overeenkomstig artikel 149 Grondwet”.⁴

Volgens de huidige versie van die laatstgenoemde grondwettelijke bepaling, zelfs in de lezing die ervan is gegeven in het voornoemde arrest van het Hof van Cassatie, kan de wetgever niet bepalen dat, zoals in het voorliggende voorstel nochtans geschiedt, de uitspraak van de rechterlijke beslissingen principieel beperkt wordt tot het beschikkend gedeelte van het vonnis of het arrest, tenzij de partijen er uitdrukkelijk om verzoeken dat de beslissing integraal wordt voorgelezen, een verzoek waarover de rechter “soeverein” zou kunnen oordelen. De bedoeling die bij artikel 149 van de Grondwet voorziet, vereist integendeel, zoals het Hof van Cassatie heeft aangegeven, “in de regel” de voorlezing op de openbare terechtzitting van zowel de motieven als het beschikkend gedeelte van de rechterlijke beslissing. De gedeeltelijke voorlezing van de rechterlijke beslissing is slechts in bepaalde omstandigheden aanvaardbaar indien ze het beschikkend gedeelte omvat en indien de rechterlijke beslissing bovendien tegelijkertijd of onmiddellijk daarna via andere kanalen, zoals het internet, wordt bekendgemaakt. Het voorstel beperkt zich er niet toe de voorlezing van louter het beschikkend gedeelte afhankelijk te stellen van bijzondere omstandigheden die kunnen rechtvaardigen dat de rechter van de integrale voorlezing van het arrest afziet, zoals in het geval waarover het Hof van Cassatie moest oordelen. Bovendien bepaalt het in verband met de bekendmaking slechts dat een afschrift van het vonnis binnen vierentwintig uur aan de rechtzoekende of aan zijn advocaat moet worden overgezonden, en dat de bekendmaking “volgens de door de Koning vastgelegde nadere regels” geschiedt. Het voorstel voldoet dus in geen geval aan de minimumvereisten die het Hof van Cassatie heeft gesteld opdat, in voorkomend geval, een gedeeltelijke voorlezing van een rechterlijke beslissing in bepaalde omstandigheden bestaanbaar kan worden geacht met artikel 149 van de Grondwet.

4. Bij wijze van conclusie kan worden gesteld dat ieder wetgevend initiatief dat, zoals het voorliggende voorstel, principieel zou willen voorzien in een andere wijze van openbaarmaking van vonnissen en arresten van de hoven en rechtbanken dan de uitspraak ervan in openbare terechtzitting, vereist dat die voornoemde grondwettelijke bepaling, die thans voor

³ Cass. 29 november 2011, P.10.1766.N.

⁴ *Ibid.*, § 113, *in fine*.

herziening vatbaar is, vooraf wordt herzien.⁵ Hoe dan ook moet het minimumvereiste worden nageleefd dat is voorgeschreven bij artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, zoals het door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens wordt geïnterpreteerd; luidens dat vereiste houdt de openbaarheid van de vonnissen in dat het publiek onbeperkt toegang heeft tot de gewezen vonnissen en arresten.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT

⁵ In de verklaring tot herziening van de Grondwet van 28 april 2014 wordt artikel 149 voor herziening vatbaar verklaard “om een lid toe te voegen volgens hetwelk de wet afwijkingen kan voorzien op de verplichte integrale voorlezing van vonnissen, door de rechter, in openbare zitting” (*Belgisch Staatsblad*, 28 april 2014, 35184).